

Certificat individuel pour l'activité professionnelle

« Conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques »

Code NSF 211r : Protection des cultures

RS5656

Décret n° 2016-1125 du 11 août 2016

<p>Public concerné, nombre,</p>	<p>Afin de renforcer la formation à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ils sont communément appelés pesticides. Ainsi tout utilisateur ou distributeur de produits phytopharmaceutiques à des fins professionnelles doit posséder un certificat d'aptitude obligatoire. Le certificat est également présenté pour l'achat de pesticides à usage professionnel.</p>
<p>Prérequis, modalités et délai d'accès</p>	<p>Pour cette formation, il faut comprendre, lire, écrire le français correctement. Cette formation est accessible aux personnes handicapées mais les métiers exposés aux produits chimiques ne le sont pas forcément. Lors de votre inscription à la formation, vous pouvez nous signaler vos besoins particuliers pour suivre la formation.</p>
<p>PSH</p>	<p>Avant de vous inscrire, il faut contacter le référent handicapé pour pouvoir accompagner les personnes en situation de handicap et adapter la formation suivant vos besoins spécifiques :</p> <p>Michel schmitt, directeur et référent handicapé d'EFARC, Tél : 06 84 56 89 69</p>
<p>Objectifs Pédagogiques</p>	<p>Domaine de la santé, de la prévention sécurité au travail et de la réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques.</p> <p>Acquisition par leur titulaire de connaissances appropriées pour exercer les activités de conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques.</p>
<p>Contenu de la formation</p>	<p style="text-align: center;">Programme détaillé :</p> <p style="text-align: center;">RÈGLEMENTATION ET SECURITE ENVIRONNEMENTALE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cadre réglementaire français : lois Grenelle 1 et 2 et mesures afférentes : plan Ecophyto. • Définition des produits phytopharmaceutiques. Produits autorisés et produits illégaux. Autorisation de mise sur le marché. • Usage autorisé et non autorisé des produits. Réglementation liée à la collecte et au traitement des déchets et effluents.

- Règles spécifiques aux installations classées.
- Réglementation relative à la responsabilité de l'applicateur.
- Réglementation relative à la responsabilité vis-à-vis des tiers.
- Réglementation concernant le classement et le stockage des produits.
- Législation liée à l'agrément d'entreprise. Obligations réglementaires en matière d'enregistrement et de présence des documents sur les lieux de vente ou de stockage.
- Risques pour l'environnement et principales voies de contamination
- Dangers pour l'environnement :
 - Impacts sur l'environnement, sur les plantes non cibles, les insectes utiles, la faune sauvage et la biodiversité ;
 - Connaissance des dangers du produit.
- Situations d'exposition aux dangers :
 - Types de pollution : diffuse ou ponctuelle ;
 - Devenir des produits phytopharmaceutiques dans l'environnement après le traitement ;
 - Situations de contamination avant, pendant et après le traitement ;
 - Facteurs favorisant et aggravant les contaminations ;
 - Risques au niveau de la zone à traiter lors d'une intervention.
- Prévention des risques.
- Zonage (zone protégée, périmètre de captage...). Stratégies retenues selon les espaces, leur nature, leur usage (zonages en gestion différenciée, plan de désherbage...).
- Pratiques visant à limiter la dispersion des produits phytopharmaceutiques dans l'environnement lors des transports.
- Pratiques et aménagements visant à limiter la dispersion des produits phytopharmaceutiques dans l'environnement lors du stockage et du traitement des résidus.
- Pratiques et aménagements visant à limiter la dispersion des produits phytopharmaceutiques dans l'environnement lors des manipulations.;
- Pratiques, aménagements et équipements visant à limiter la dispersion des produits phytopharmaceutiques dans l'environnement lors des épandages.
- Traçabilité tout au long du processus.

SANTÉ SÉCURITÉ APPLICATEUR ET ESPACE OUVERT AU PUBLIC

- Risques liés à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques
- Dangers des produits :
 - Dangers du produit ;
 - Voies de pénétration ;
 - Intoxication aiguë et intoxication chronique ;
 - Devenir des produits dans l'organisme : stockage ou élimination.
- Situations d'exposition aux dangers :
 - Situations d'exposition : avant, pendant et après l'application ;
 - Contact direct et indirect ;
 - Facteurs favorisant et aggravant la pénétration.

	<ul style="list-style-type: none"> • Catégories de populations sensibles. • Mesures à prendre pour réduire les risques pour les êtres humains. • Estimation des risques pour la santé des opérateurs et des usagers. • Principales mesures de prévention. • Principales mesures de protection : port des EPI, respect du délai d'emploi avant récolte • Principes d'utilisation dans les espaces impliquant des usagers. • Principales consignes et réglementation. • Conduite à tenir en cas d'intoxication aiguë ou d'accident • Principaux symptômes d'empoisonnement. • Conduite à tenir en cas d'accident. • Mesures d'alerte des premiers secours : • Numéros d'urgence, déclaration des accidents. • Signalement de l'accident auprès de Phyt'attitude (réseau de toxicovigilance). <p style="text-align: center;">RÉDUCTION DE L'USAGE, METHODES ALTERNATIVES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation comparative de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et techniques alternatives. • Méthodes et produits de biocontrôle utilisant des mécanismes naturels. • Techniques de lutte intégrée : lutte biologique, lutte physique, lutte biotechnique, génétique, etc. • Systèmes de culture et itinéraires techniques réduisant les risques de bioagressions et permettant de limiter l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, techniques permettant de prévenir l'apparition des résistances aux produits phytopharmaceutiques. • Stratégies pour la gestion de l'état sanitaire des végétaux • Évaluation de la nécessité d'intervenir : identification des agresseurs et évaluation des risques. • Raisonnement des interventions, proposition d'intervention sans utilisation de produits phytopharmaceutiques. • Formulation de recommandations pour choisir et combiner différents moyens de contrôle. Conseil pour l'adaptation des modalités d'intervention aux conditions de milieu et aux objectifs fixés pour réduire les risques. • Organisation de la veille sur les évolutions technologiques et réglementaires, veille sanitaire. Méthodes d'aide à la prise de décision et au choix. • Outils d'aide à la gestion des stocks/l'achat de produit. • Outils d'évaluation des systèmes ou des pratiques de lutte.
<p style="text-align: center;">Modalités pédagogiques</p>	<p>Moyens pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Connaître les stratégies visant à limiter les recours aux produits phytopharmaceutiques et la lutte intégrée, • Connaître la réglementation sur les produits phytopharmaceutiques, • Être capable de différencier les types de produits phytopharmaceutiques,

	<ul style="list-style-type: none"> • Être capable de prévenir les risques et les dangers à l'utilisation, • Acquérir les bonnes pratiques d'utilisation des équipements de protections individuels (EPI), • Savoir gérer les déchets et les résidus.
Compétences / Capacités professionnelles visées	<p>Ces compétences et/ capacités professionnelles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Techniques : être capable de décider du traitement envisagé • Relationnelles : être capable de discuter avec les clients et de gérer le stress des clients. • Organisationnelles : avoir une méthodologie stricte pour éviter l'accident : EPI conforme et en bon état, matériel d'application en état de fonctionnement, ... • Analytiques : être capable de repérer l'agresseur visé. • Informatiques : être capable de remplir un devis/facture.
Durée	<p>La durée de la formation est de 28 heures. (4 jours) en tant que primo-certificat.</p> <p>La durée de la formation est de 14 heures. (2 jours) en renouvellement.</p>
Dates	<p>Nous intervenons sur les sites en intra-entreprise ou en inter-entreprise si nous avons des personnes à former. Sur le site EFARC, les dates sont mises au moins 3 semaines à l'avance.</p>
Lieu(x)	<p>Les formations se font à la pépinière des entreprises à Pannes (Loiret) ou au sein de l'entreprise.</p>
Coût par participant	<p>1450 € par personne pour un primo certificat</p> <p>550 € par personne pour un renouvellement</p>
Responsable de l'action, Contact	<p>Michel schmitt, directeur et formateur d'EFARC, Tél : 06 84 56 89 69</p>
Formateur	<p>Le formateur possède un doctorat de chimie.</p>
Suivi de l'action	<p>Les stagiaires reçoivent une attestation de formation puis leur certiphyto par mail après une inscription sur le site « monservicepublic.fr ».</p> <p>Un émargement est fait par demi-journée de formation.</p>
Évaluation de l'action	<p>Le primo-certificat peut être obtenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • À la suite d'une formation intégrant une vérification des connaissances par étapes, d'une heure, comprenant trente questions portant sur le programme de formation du certificat. Pour valider la vérification des connaissances, vingt-

	<p>cinq réponses justes sur les trente questions sont exigées pour la catégorie « conseil ». Les candidats ne validant pas ces vingt-cinq réponses suivent une journée de formation complémentaire de consolidation des connaissances, à partir du programme de formation de la catégorie de certificat postulée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • À la suite de la réussite à un test d'une heure trente, comprenant trente questions portant sur le programme de formation du certificat visé. Pour valider le test, vingt-cinq réponses justes sur les trente questions sont exigées pour la catégorie « conseil ». Les candidats ne validant pas ces vingt-cinq réponses ne peuvent pas se réinscrire au test. Ils suivent le programme de formation de la catégorie de certificat postulée ; • Sur diplôme ou titre obtenu au cours des cinq années précédant la date de la demande. <p style="text-align: center;">Le renouvellement peut être obtenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • À la suite d'une formation ; • À la suite de la réussite à un test d'une heure trente, comprenant trente questions portant sur le programme de formation du certificat visé. Pour valider le test, vingt-cinq réponses justes sur les trente questions sont exigées pour la catégorie « conseil ». Les candidats ne validant pas ces vingt-cinq réponses ne peuvent pas se réinscrire au test. Ils suivent le programme de formation de la catégorie de certificat postulée ; • Sur diplôme ou titre obtenu au cours des cinq années précédant la date de la demande.
<p>Passerelles et débouchés possibles</p>	<p>Vous pourrez travailler en tant que conseiller.</p>
<p>Validité</p>	<p>Le certiphyto est valable 5 ans.</p>